

Politique | Alain Juppé pose ses conditions pour assurer l'intérim à l'UMP



Ce mercredi 21 novembre aura été une journée noire pour l'UMP. Le parti est au bord de l'implosion. François Fillon a de nouveau contesté les résultats et demandé qu'Alain Juppé prenne la direction transitoire du mouvement pour "sortir de l'impasse". Selon le camp Fillon, la non prise en compte de trois départements et territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Wallis-et-Futuna) dans les résultats proclamés lundi soir change le visage de l'élection. Une attitude jugée "pathétique" par le vainqueur, Jean-François Copé. Tous les regards sont désormais tournés vers Alain Juppé.

"La réintégration de trois départements et territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Wallis-et-Futuna) conduit donc à ce résultat : François Fillon, 88.004 voix. Et Jean-François Copé, 87.978", a annoncé à l'Assemblée le directeur de campagne de François Fillon, Eric Ciotti, flanqué de deux autres lieutenants de l'ex-Premier ministre, Laurent Wauquiez et Valérie Pécresse. "Il s'agit d'une erreur manifeste et grave", a asséné M. Ciotti, document à l'appui. "Elle doit évidemment être réparée. Nous demandons donc à la Cocoe", la commission de contrôle de l'UMP, "que les résultats soient simplement rétablis", a-t-il ajouté. Quelques minutes plus tard, dans un communiqué, François Fillon a affirmé que le président de la Cocoe, le sénateur Patrice Gélard, lui avait "confirmé" cette "erreur". Du coup, il a assuré ne vouloir que "la vérité". Sur TF1, il a ajouté qu'il "renonçait à la présidence" du parti.

Juppé, le sauveur de l'UMP ? L'appel à Alain Juppé a été réitéré en fin d'après-midi par quelque 134 parlementaires et ex-ministres UMP pro-Fillon. "L'initiative de François Fillon de faire appel à Alain Juppé est dans l'intérêt de tous", a renchéri François Baroin. De son côté, le maire de Bordeaux s'est dit "prêt" à "organiser une médiation", "mais à la condition absolue qu'elle se fasse avec l'accord et la collaboration des deux parties" et "cette condition n'est à l'évidence pas remplie aujourd'hui". Le président de la Cocoe, quant à lui, a opposé une fin de non-recevoir à toute demande de proclamer de nouveaux résultats. "Je ne suis plus saisi. Dorénavant, toute contestation doit être adressée, le cas échéant, à la commission des recours", distincte de la Cocoe, a-t-il expliqué. Jean-François Copé, lui, a mis au défi François Fillon d'intenter un recours en bonne et due forme devant la commission des recours de l'UMP, en le prévenant qu'"alors seront réexaminés la totalité des bureaux". Notamment ceux des Alpes-Maritimes, fief des fillonistes Christian Estrosi et Eric Ciotti, où le camp Copé avait dit

avoir relevé des irrégularités. Sur les réseaux sociaux, les militants ne cachent pas leur désarroi. Hier soir, même Nicolas Florian, le secrétaire général de l'UMP en Gironde écrivait sur son mur Facebook : "Mon parti est au bord de l'implosion. Il faut un cessez-le-feu. Vite".



Nicolas César

Crédit Photo : NC

Publié sur aqui.fr le 22/11/2012

[Url de cet article](#)